



**RESEAU DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE AU
BURUNDI, « RIM »**

**RAPPORT SUR LES INDICATEURS DE
PERFORMANCE FINANCIERE ET
SOCIALE DES INSTITUTIONS DE
MICROFINANCE MEMBRES DU R.I.M.**

Année 2004

Ce document a été publié grâce au soutien financier de World Relief et du PNUD à travers le
Projet de Renforcement des Capacités en Microfinance pour le Burundi exécuté par l'OIT.

Date de publication : Octobre 2006

Ce rapport a été préparé par Monsieur **Ernest NGENDAKURIYO** Responsable de la base de données du Réseau des Institutions de Microfinance au Burundi (RIM).

Des remarques ou commentaires pour l'amélioration des prochains numéros du rapport de performances peuvent être envoyés au RIM aux adresses suivantes :

Réseau des Institutions de Microfinance au Burundi (RIM)

14, Avenue des manguiers, Rohero I

B.P : 1592 Bujumbura – BURUNDI

Tél. (257) 25 1958

Fax : (257) 25 3710

Email: rimbangundi@gmail.com

Site web: <http://rimbangundi.civiblog.org>

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION	4
I. INDICATEURS FINANCIERS	5
I-1. VIABILITE FINANCIERE DES IMF	5
I-2. QUALITE DU PORTEFEUILLE	10
I-3. EFFICACITE ET PRODUCTIVITE DES IMF	10
I-4. GESTION DU BILAN	14
I-5. NIVEAU DE L'ACTIVITE DE LA MICROFINANCE	16
II. INDICATEURS NON FINANCIERS	18
II-1. LA CLIENTELE	18
II-2. POINTS DE SERVICE	19
II-3. AUTRES INDICATEURS	19
III. RATIOS PRUDENTIELS	19
III-1. ACTIVITES AUTRES QUE L'EPARGNE ET LE CREDIT	19
III-2. RESERVE GENERALE	19
III-3. COUVERTURE DES EMPLOIS A MOYEN ET LONG TERME PAR DES RESSOURCES STABLES	20
III-4. NORME DE LIQUIDITE	20
CONCLUSION	21
REMERCIEMENTS	22
ANNEXE I: INDICATEURS DE PERFORMANCE DES IMF MEMBRES DU RIM AU 31/12/2004	23
ANNEXE II: FORMULES DE CALCUL DES DIFFERENTS INDICATEURS UTILISES	24

INTRODUCTION

L'importance des indicateurs de performance, pour les institutions de microfinance, n'est plus à démontrer:

- Ils contribuent à la professionnalisation du secteur de la Microfinance

Ils sont des outils privilégiés très utilisés dans la gestion des IMF et l'amélioration de la prise de décision. Ils constituent donc des instruments de diagnostic et un outil d'aide à la prise de décision pour les dirigeants. Leur analyse dans le temps permet aux IMF en phase de développement d'avoir des repères de travail et d'évaluer leur performance.

- Ils favorisent la transparence et renforcent la confiance des acteurs et du public

Ils constituent un gage de transparence pour les clients, les autorités de surveillance, les partenaires.

La publication de rapport sur les indicateurs harmonisés contribue à renforcer la confiance dans le secteur. Cette publication donne au public des informations pour se prémunir contre les institutions en mettant en exergue leurs dysfonctionnements.

- Ils favorisent un suivi plus rapproché des IMF

La production d'indicateurs harmonisés de performances à des périodicités rapprochées (par exemple trimestriellement) permet aux responsables des IMF d'avoir une vue d'ensemble de leur institution et d'apporter au fur et à mesure des ajustements à leur gestion.

- Ils constituent une base de référence pour l'accès au financement

Les indicateurs de performance peuvent être utilisés comme outil de négociation pour mobiliser des ressources auprès des bailleurs de fonds, des banques et des épargnants.

Le RIM, en partenariat avec le PNUD, a installé une base de données sur les performances pour construire un environnement propice à la collecte et au partage de données pour les institutions de microfinance membres.

Ce rapport, qui est la deuxième édition d'une série à paraître, a été réalisé sur base d'informations au 31 décembre 2004, collectées auprès de sept (7)¹ Institutions de Microfinance sur les treize (13)² membres du RIM.

¹ Il s'agit des IMF suivantes : CECM, CODEC, COSPEC, FDC, FENACOBU, UCODE et MUTEC. Les autres IMF n'avaient pas encore opéré une séparation de leurs activités de microfinance des autres activités.

² Il s'agit des institutions suivantes : TWITEZIMBERE, BNDE, BPB, COPED, CECM, TURAME, CODEC, COSPEC, FDC, FENACOBU, UCODE, FSTE et MUTEC

I. INDICATEURS FINANCIERS

Les performances financières des IMF burundaises sont analysées à travers vingt et un (21) ratios regroupés en cinq (05) catégories :

- La rentabilité
- La qualité du portefeuille
- L'efficacité et la productivité
- La gestion du bilan
- L'activité

I-1. RENTABILITE OU VIABILITE FINANCIERE DES IMF

La rentabilité d'une institution de microfinance est sa capacité à couvrir ses charges d'exploitation par ses produits d'exploitation pour dégager des excédents. Les produits d'exploitation proviennent pour l'essentiel des intérêts et commissions reçus sur les crédits accordés aux clients. Pour ce qui est des charges d'exploitation, nous pouvons citer les charges financières, les frais généraux, les dotations aux amortissements et aux provisions. Une IMF est donc rentable quand ses produits d'exploitation dépassent ses charges d'exploitation; l'IMF affiche donc un résultat net positif.

La rentabilité des IMF est mesurée à partir de six (06) indicateurs : Rentabilité des fonds propres (rentabilité financière), rendement sur actif, autosuffisance opérationnelle, autosuffisance financière, marge bénéficiaire et le coefficient d'exploitation.

a. Rentabilité des fonds propres

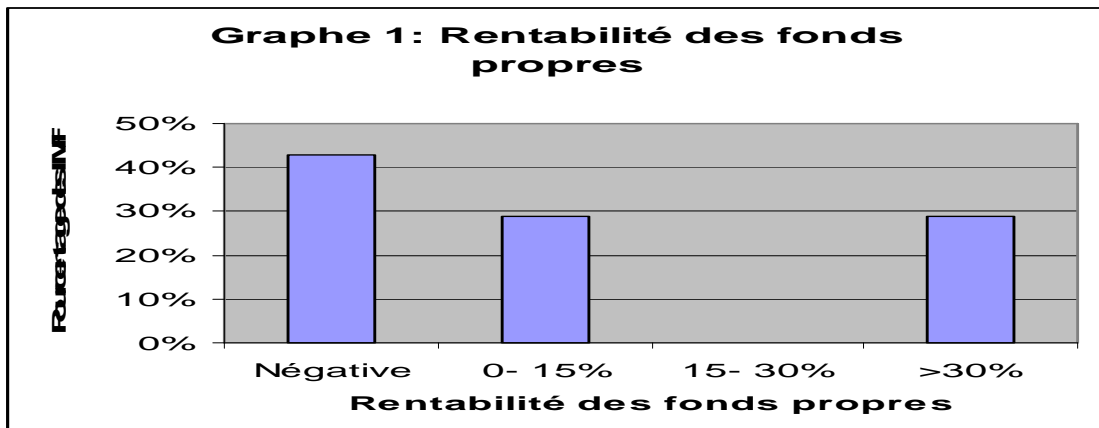
La rentabilité des fonds propres indique la rentabilité de l'institution. Ce ratio est particulièrement important pour les entités privées ayant des actionnaires recherchant le profit. Pour ces investisseurs, ce ratio est d'une importance primordiale, puisqu'il mesure le retour sur leur investissement effectué dans l'institution. Cependant, vu que la plupart des IMF sont sans but lucratif, ce ratio est plutôt utilisé comme indicateur alternatif pour mesurer la viabilité commerciale.

La rentabilité des fonds propres est en moyenne de 2% et varie entre – 70% et 45 % au 31 décembre 2004. Autrement dit, sur 100F de fonds propres, les IMF gagnent en moyenne 2F. Ce résultat, quoique positif, cache la variabilité de ce ratio entre les institutions.

En effet, 43% des membres n'arrivent pas à réaliser un résultat hors subventions excédentaire et affichent une rentabilité des fonds propres négative (< 0).

Cette situation illustre bien les difficultés qu'ont certaines institutions pour faire face à leurs charges d'exploitation pour pouvoir dégager des excédents hors subventions. Un effort doit donc être fait par les IMF pour maîtriser les charges d'exploitation.

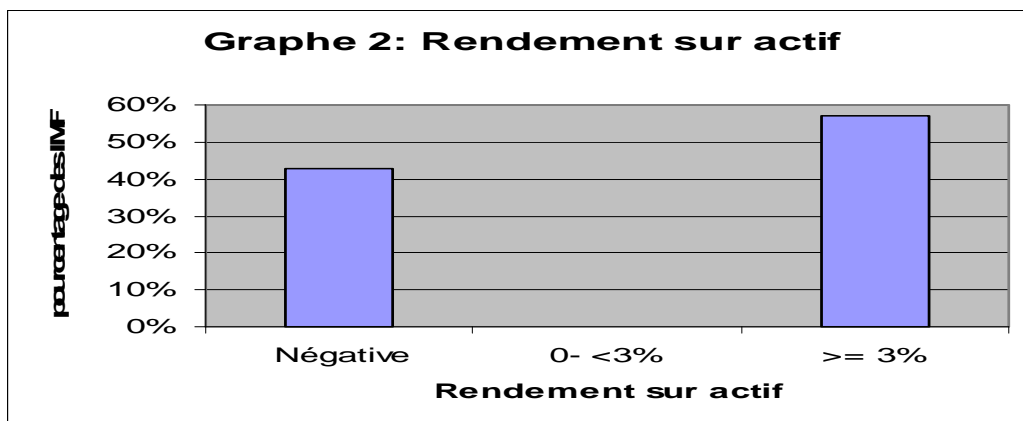
En 2003, la rentabilité des fonds propres s'établissait à -7% et variait entre -82% et 65%.



b. Rendement sur actif

Le rendement sur actif est une mesure générale de rentabilité qui reflète aussi bien la marge de profit que l'efficacité de l'institution. Plus simplement, elle mesure la façon dont l'institution utilise ses actifs. Il est estimé en moyenne à -1% au 31 décembre 2004. Cela veut dire qu'en moyenne 100Fbu de l'actif génèrent -1Fbu (une perte de 1Fbu) pour les institutions. Les IMF ont fait un effort dans la maîtrise des charges d'exploitation car il était estimé en moyenne à -13% au 31 décembre 2003

Comme la rentabilité des fonds propres, le rendement sur actif est assez variable : il varie entre -15% et 16%, 43% des IMF ont un rendement sur actif négatif et 57% des IMF ont un rendement sur actif supérieur ou égal à 3%.

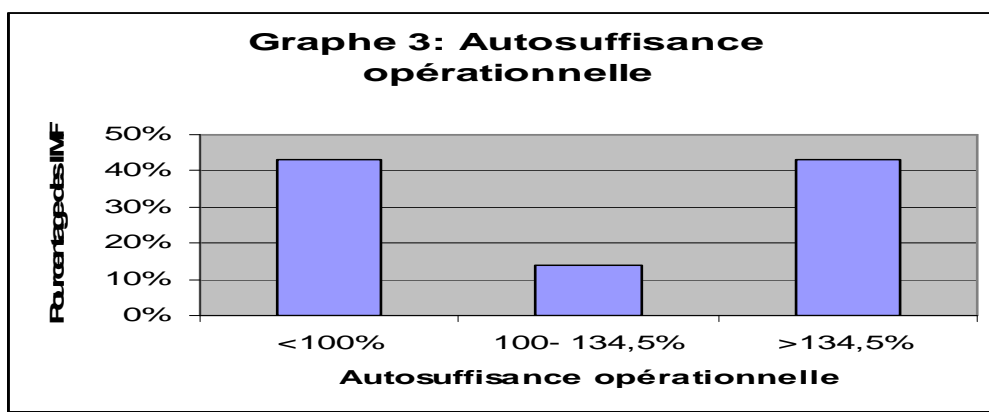


c. Ratio d'autosuffisance opérationnelle

Le ratio d'autosuffisance opérationnelle traduit la capacité de l'institution à couvrir ses charges d'exploitation par ses produits d'exploitation. Il est estimé, au 31 décembre 2004, à 128%. Ce ratio montre que les IMF ne sont pas autosuffisantes par rapport à la norme mondiale qui est de 134.5%.

Ce ratio d'autosuffisance opérationnelle est variable d'une IMF à une autre : elle varie entre 55% et 331%. 43% des IMF n'arrivent pas à atteindre l'autosuffisance opérationnelle.

Par rapport à l'année 2003, l'autosuffisance opérationnelle s'est améliorée de 23% (elle est passée de 104 à 128%).

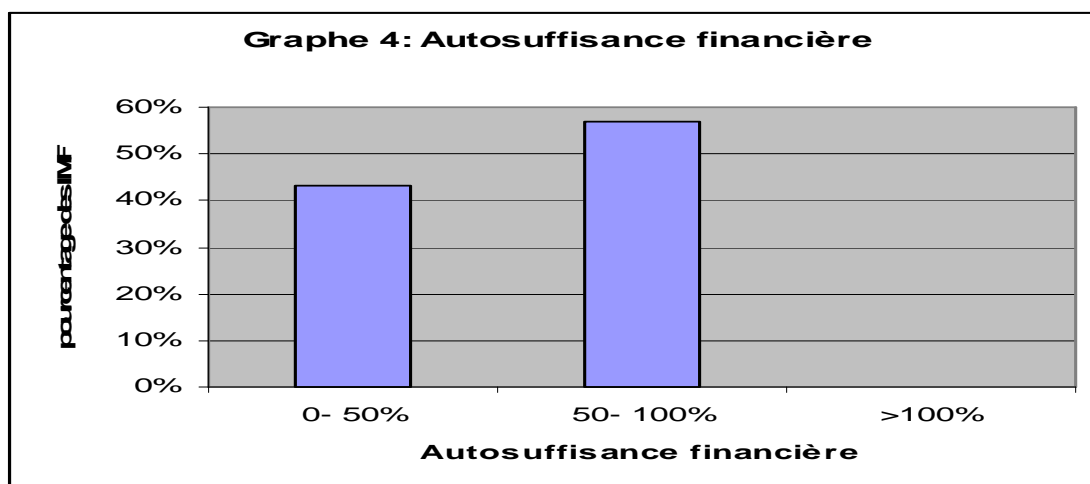


d. Autosuffisance financière

Le ratio d'autosuffisance financière est important pour les IMF dans la mesure où il indique dans quelle proportion une IMF peut assurer le financement de ses coûts en tenant compte de plusieurs retraitements apportés aux produits et charges d'exploitation au titre de l'inflation, du coût commercial des ressources et des subventions. Elle permet de mesurer la capacité de l'IMF à assurer le financement de ses coûts si l'absence de subvention de ses activités la forçait à recourir à un endettement à des taux commerciaux pour financer sa croissance. Ce ratio traduit donc la pérennité financière de l'institution.

L'autosuffisance financière s'établit à 61%. Pour l'ensemble des IMF, elle varie entre 36 et 88%. Cela fait ressortir qu'aucune IMF n'a encore atteint la pérennité financière. En effet, il est important que les IMF atteignent au minimum 100% de ce ratio. Pour y arriver, les IMF doivent agir sur les facteurs suivants :

- ✚ Maîtriser les charges d'exploitation et
- ✚ Améliorer les produits.

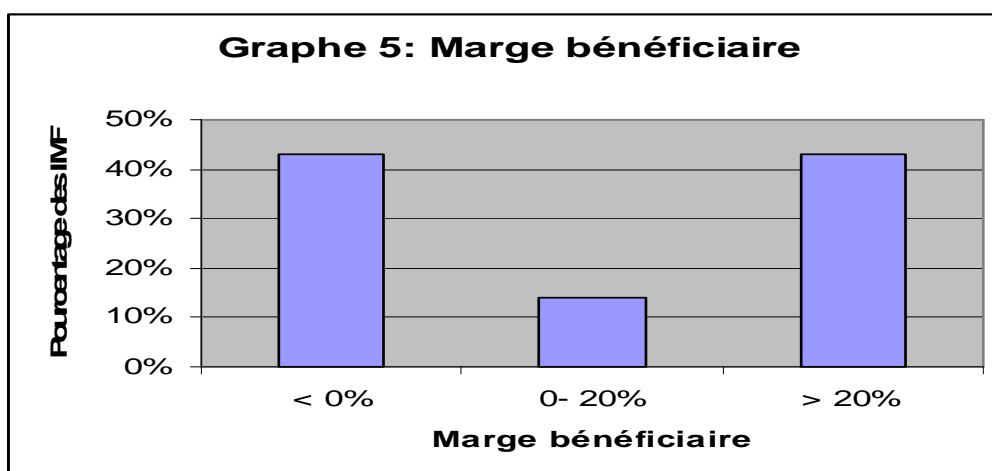


e. Marge bénéficiaire

La marge bénéficiaire indique la proportion des produits qui est traduite en excédent d'exploitation.

En 2004, elle est en moyenne de - 19%. Elle varie de -116% à 70%. 43% des IMF ont une marge bénéficiaire inférieure à 0%.

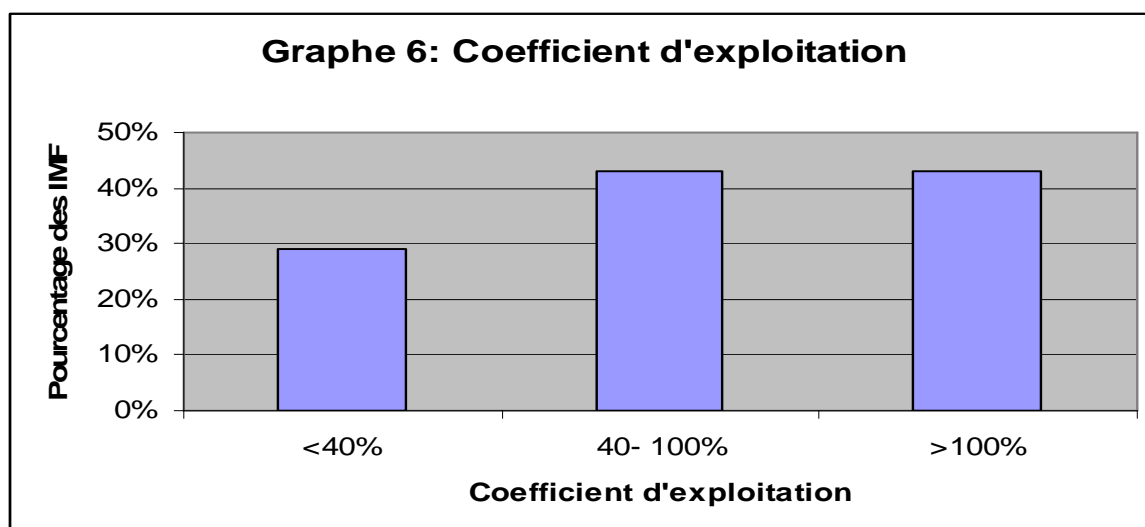
Il est à signaler que les IMF ont fait un effort remarquable car la marge bénéficiaire se situait à -93% au 31 décembre 2003.



f. Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation mesure la proportion des produits financiers nets qui est absorbée par les frais généraux.

Il s'établit en moyenne à 57%. Cela signifie que sur 100F de produits financiers nets, 47F sont déjà absorbés par les frais généraux. Les IMF ont fait un effort remarquable car il se situait à 439% en 2003. Pour l'ensemble des IMF, elle varie entre -320 et 198%. Seulement 29% (soit deux IMF) d'institutions ont pour ce ratio une valeur en dessous de 40%. 43% d'IMF ont une valeur supérieure à 100%.



D'une façon générale, la rentabilité des IMF burundaises est assez faible, si l'on tient compte de la rentabilité des fonds propres (2%) et la marge bénéficiaire (-19%) alors que ces deux ratios se situent respectivement à 4,2% et -9% au niveau des IMF africaines. Toutefois, le rendement sur actif (-1%) et l'autosuffisance opérationnelle (128%) affichés sont d'assez bons résultats en comparaison avec les IMF africaines.

Tableau 1 : Rentabilité des IMF burundaises et des IMF africaines

Rentabilité	IMF-Burundi	IMF-BENIN	Benchmarks MIX ³	Norme BCEAO
Rentabilité des fonds propres	2%	5%	4,2%	> 15%
Rendement sur actif	-1%	1%	-3%	>3%
Autosuffisance opérationnelle	128%	107%	117%	>130%
Autosuffisance financière	61%	103%	-	-
Marge bénéficiaire	-19%	14%	-9%	>20%
Coefficient d'exploitation	57%	87%		< ou= 40% pour les structures de crédit <ou=60% pour les structures d'épargne et de crédit

³ Les Benchmarks 2004 du MIX (Microfinance Information eXchange) pour l'Afrique ont été aussi utilisés pour faire l'analyse comparative

I-2. QUALITE DU PORTEFEUILLE DES IMF

La qualité du portefeuille est très importante pour les institutions. Le portefeuille est le principal actif d'une institution de microfinance, car c'est à partir du portefeuille que l'institution génère des produits financiers (ses revenus). Il montre la partie du portefeuille de crédit « contaminée » par les impayés et présentant donc un risque de ne pas être remboursé. Plus la durée du retard de paiement est grande, moins le prêt a de chances d'être remboursé.

La qualité du portefeuille est appréciée à travers le taux de portefeuille à risque, le taux de provisions sur créances en souffrance et le taux de perte sur créances.

Malheureusement, aucune IMF n'a fourni les informations nécessaires au calcul de ces ratios car elles n'établissent pas la balance des impayés. Ce qui n'a pas permis d'apprécier la situation générale.

I-3. EFFICACITE ET PRODUCTIVITE DES IMF

I.3.1 Efficacité

L'efficacité des institutions de microfinance mesure leur capacité à maîtriser les coûts de leurs opérations. D'une façon générale, on mesure si les charges (charges d'exploitation, frais généraux, charges du personnel) engagées sont en proportion raisonnable avec le volume de l'activité de crédit. Au total, trois (03) indicateurs sont calculés pour analyser l'efficacité des IMF burundaises : Charges d'exploitation rapportées au portefeuille de crédit, ratio des frais généraux rapportés au portefeuille de crédit ainsi que le ratio des charges du personnel.

a. Charges d'exploitation rapportées au portefeuille de crédit

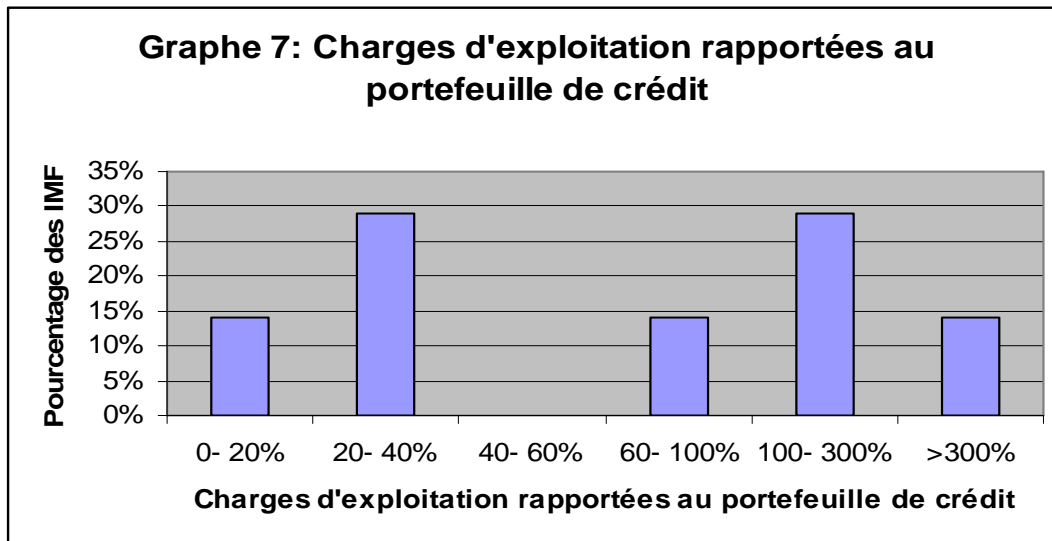
Ce ratio mesure les coûts nécessaires à l'institution pour fournir ses services de crédits. Plus le ratio de charges d'exploitation est faible, meilleure est l'efficacité de l'institution.

Il est estimé en moyenne à 130%, c'est-à-dire que pour 100F de crédit octroyé, les frais de gestion s'élèvent à 130F. La situation est variable d'une IMF à une autre car ce ratio varie de 383% à 13%.

Par rapport à 2003, ce ratio s'est amélioré de 49% (il était estimé à 254%) ; 43 % des IMF ont pour ce ratio une valeur en dessous de 60%.

Les coûts supportés par les IMF restent assez élevés. Elles doivent donc bénéficier des subventions des partenaires au développement pour pouvoir réduire ou maîtriser les charges. Ces subventions peuvent passer par des appuis aux IMF dans l'acquisition de moyens logistiques qui leur reviennent trop chers.

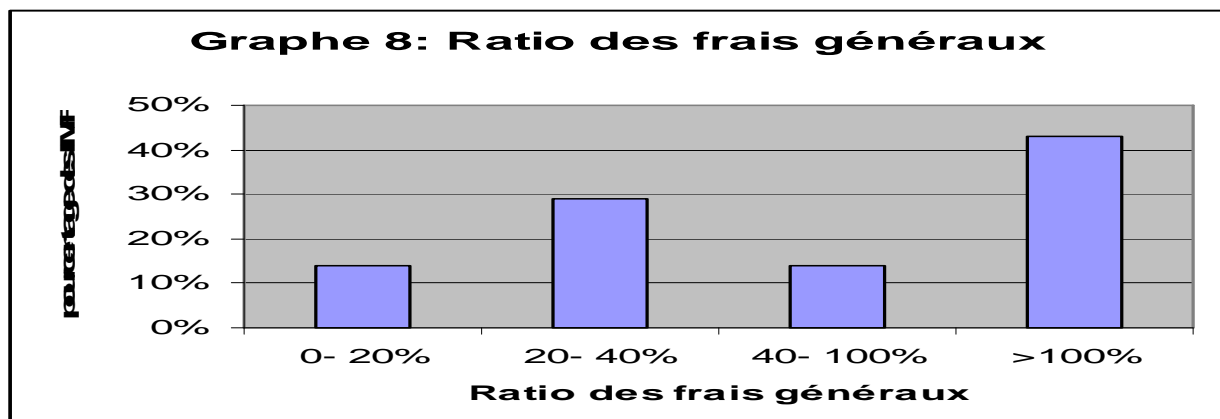
Ce taux est très élevé et peut constituer un frein au développement du secteur, d'où la nécessité de faire une étude pour connaître le taux d'intérêt viable pour les IMF.



b. Ratio des frais généraux rapportés au portefeuille de crédit

Il représente le montant moyen des frais généraux par franc de crédits accordés. Il s'établit en moyenne à 76% alors qu'il était de 105% en 2003. Cela veut dire que pour 100F de crédit, les frais généraux (services extérieurs, charges du personnel, impôt et taxe,...) engagés pour sa gestion sont de 76F.

Pour l'année 2004, il varie entre 8% et 223%, mais 57% des IMF ont un ratio des frais généraux au dessus de 27.8% (référence mondiale). Des efforts doivent être faits pour diminuer sensiblement les frais généraux.



c. Ratio des charges du personnel

C'est le montant moyen des charges du personnel par franc de crédit accordé. Ce ratio cerne la productivité du personnel ; plus le ratio est élevé, meilleure est la productivité de l'institution.

Il est estimé en moyenne à 38% alors qu'il était 51% en 2003. La situation est différente d'une institution à une autre car ce ratio varie entre 4 et 94%.

Il est à noter que seulement 43% des institutions ont un ratio des charges du personnel inférieur à 10% (référence de certains pays africains). Pour arriver à améliorer ce ratio, les IMF doivent agir:

- ✚ Soit sur la diminution des charges du personnel ;
- ✚ Soit sur l'augmentation du portefeuille crédit.

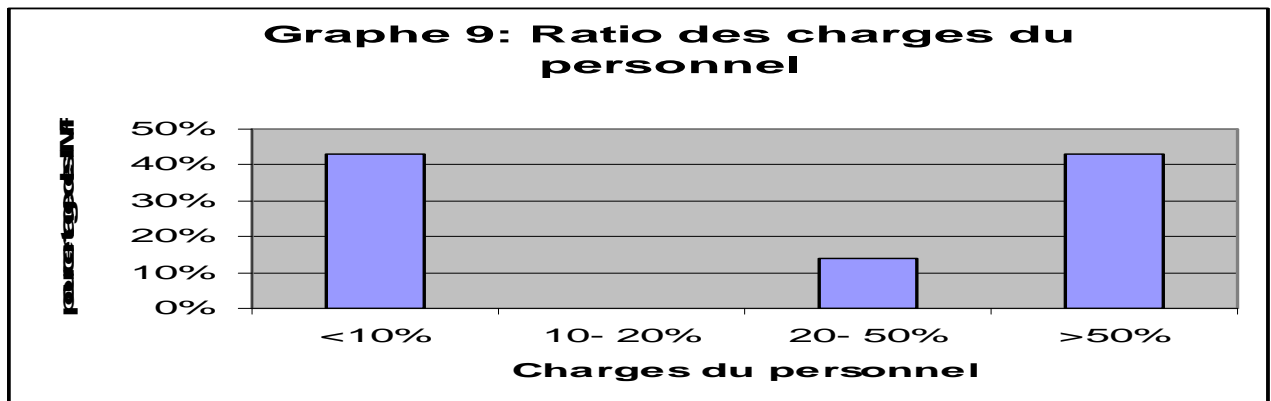


Tableau 2 : Efficacité des IMF burundaises et des IMF africaines

Efficacité	IMF-Burundi	IMF - Bénin	Benchmarks MIX	Norme BCEAO
Charges d'exploitation/ Portefeuille de crédit	130%	36%	36,6%	< ou = 35%
Frais généraux/ Portefeuille de crédit	76%	32%		< 15 % pour les structures de crédit direct < 20% pour les structures d'épargne et de crédit
Charges du personnel/ Portefeuille de crédit	38%	10%	19,1%	< 5 % pour les structures de crédit direct < 10% pour les structures d'épargne et de crédit

Contrairement aux autres IMF africaines, les coûts supportés par les IMF burundaises sont très élevés.

I.3.2 Productivité

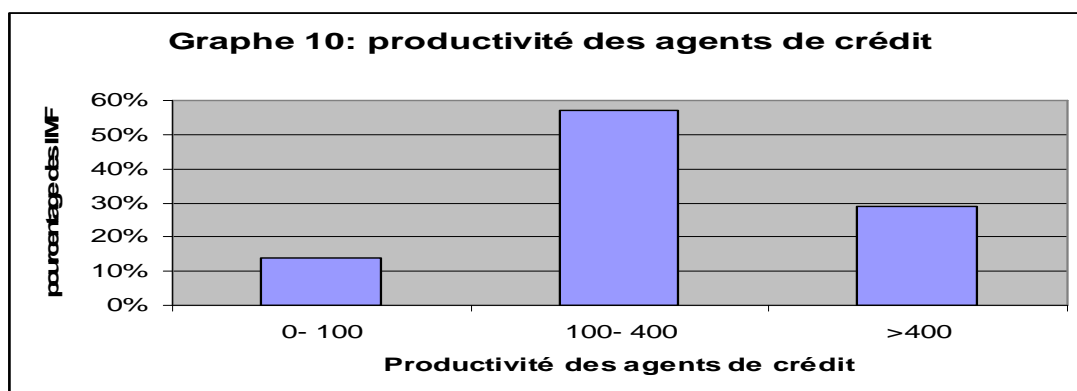
La productivité mesure l'étendue de la portée par rapport à l'effectif du personnel. Elle donne une idée de la charge de travail effectuée par le personnel. Elle est

mesurée à partir de 2 indicateurs : la productivité des agents de crédit et la productivité du personnel.

a. Productivité des agents de crédit

C'est le nombre de dossiers de crédit suivis par agent de crédit. Elle traduit l'efficacité du personnel affecté à la gestion du crédit.

Ce ratio est en moyenne de 430 en 2004 contre 303 en 2003. Pour l'ensemble des IMF, ce ratio varie entre 16 et 724. Seule 29% soit deux (2) institutions ont une productivité des agents de crédits dépassant 400.



b. Productivité du personnel

C'est le nombre de clients actifs rapportés à tout le personnel. Elle fournit une indication sur l'efficacité de tout le personnel.

Ce ratio est en moyenne de 492 en 2004 contre 369 en 2003. Pour l'ensemble des IMF, elle varie de 19 à 1365.

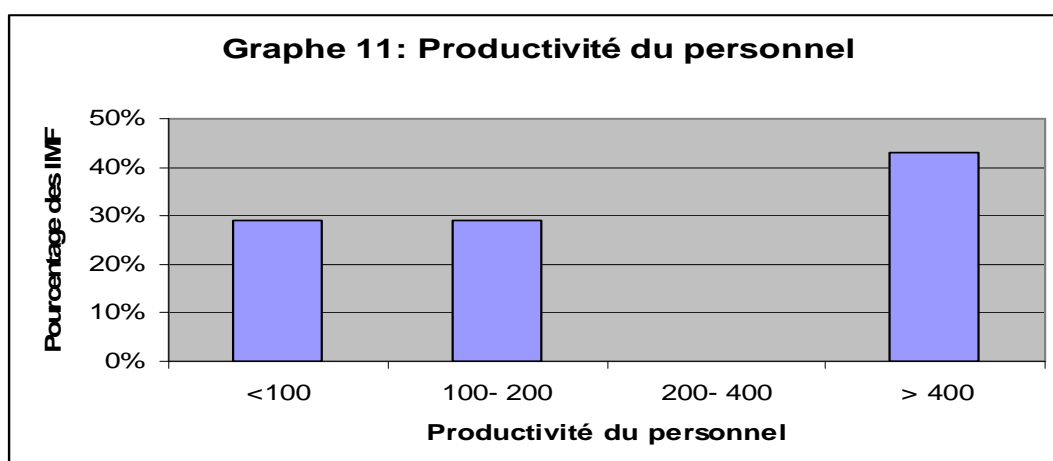


Tableau 3 : productivité des IMF burundaises et de leurs paires africaines

Productivité	IMF- Burundi	IMF – Bénin	Benchmarks MIX	Norme BCEAO
Productivité des agents de crédit	430	352	368	> ou = 130
Productivité du personnel	492	245	177	>115

Les productivités des agents de crédit et du personnel sont supérieures à celle des institutions paires présentes en Afrique. Il faudrait donc renforcer le service crédit en personnel pour améliorer le recouvrement.

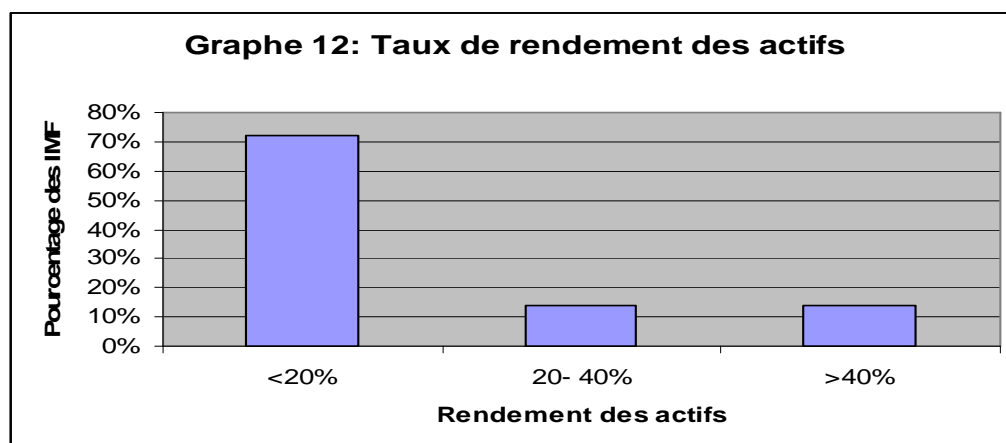
I-4. GESTION DU BILAN

Mesurée à partir de trois (3) indicateurs, la gestion du bilan s'intéresse au rendement des actifs financiers de l'institution, à l'actif facilement transformable en liquidité et au degré d'adéquation des fonds propres.

a. Taux de rendement des actifs productifs

Il mesure le rendement des actifs financiers (fonds de crédit, dépôt à terme, prêts, placement à terme, immobilisations financières).

Le taux de rendement des actifs productifs est en moyenne de 18% en 2004 contre 53% en 2003. Cela signifie qu'un franc (1F) de l'actif productif rapporte 0.18F. Il varie entre 4 et 45%. Il est à noter que 72% d'institutions ont un taux de rendement des actifs inférieur à 20% (taux d'intérêt moyen des banques), ce qui montre que ces IMF n'ont pas encore adoptée une bonne politique de placement des ressources.

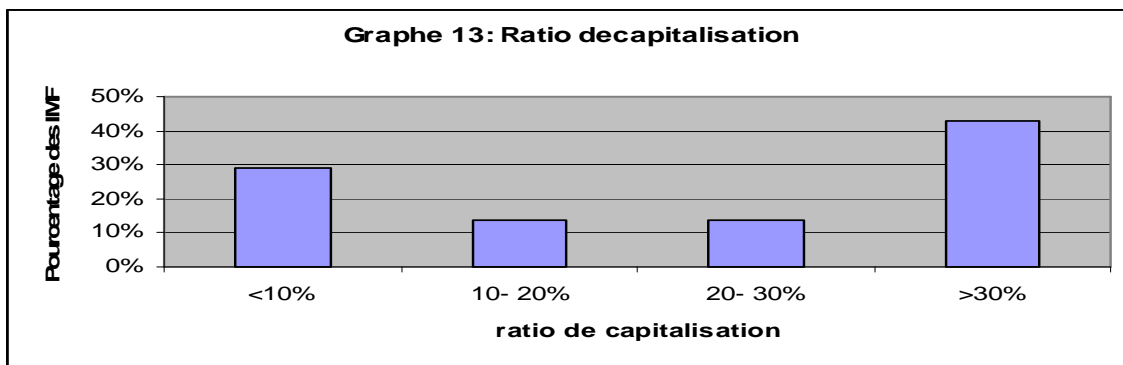


b. Taux de capitalisation

Il renseigne sur le degré d'adéquation des fonds propres par rapport à la taille de l'institution.

Pour l'année 2004, il est estimé à 24% alors qu'il était de 13% en 2003. Pour l'ensemble des institutions ce taux varie entre -1% et 47%.

Cela signifie que les IMF burundaises financent en moyenne 24% de leur actif par les fonds propres.



c. Ratio de liquidité de l'actif

Ce ratio mesure la proportion de l'actif liquide ou facilement transformable en liquidité. Il est estimé à 13% en 2004 alors qu'il était de 10% en 2003. Pour l'ensemble des IMF, il varie entre 2 et 20%. C'est un bon indicateur pour l'ensemble des institutions.

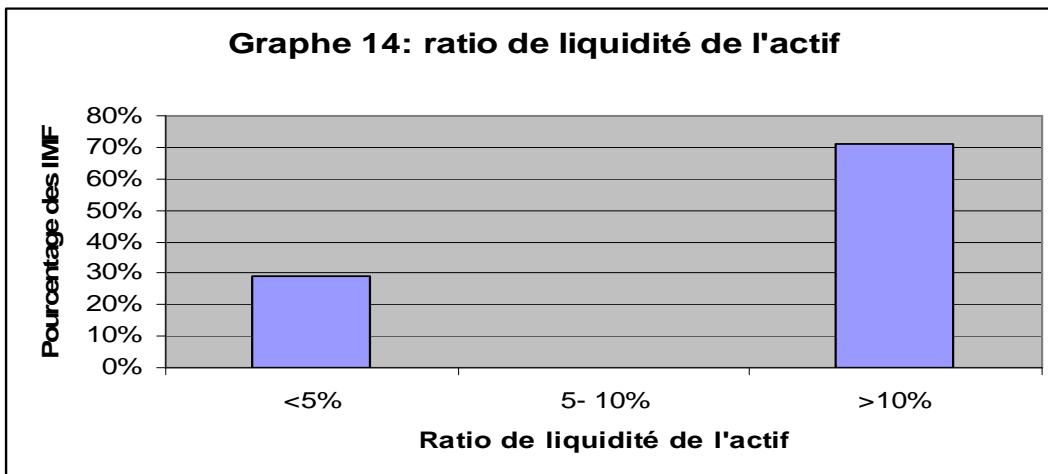


Tableau 4 : Gestion du bilan des IMF burundaises et de leurs paires

Gestion du bilan	IMF- Burundi	IMF – Bénin	Bench marks MIX	Norme BCEAO
Taux de rendement des actifs productifs	18%	22%		>15%
Ratio de liquidité de l'actif	13%	13%		> 2% pour les structures de crédit direct >5% pour les structures d'épargne et de crédit
Ratio de capitalisation	24%	19%	37,8%	>10%

Les IMF burundaises ont des taux presque similaires à leurs paires africaines.

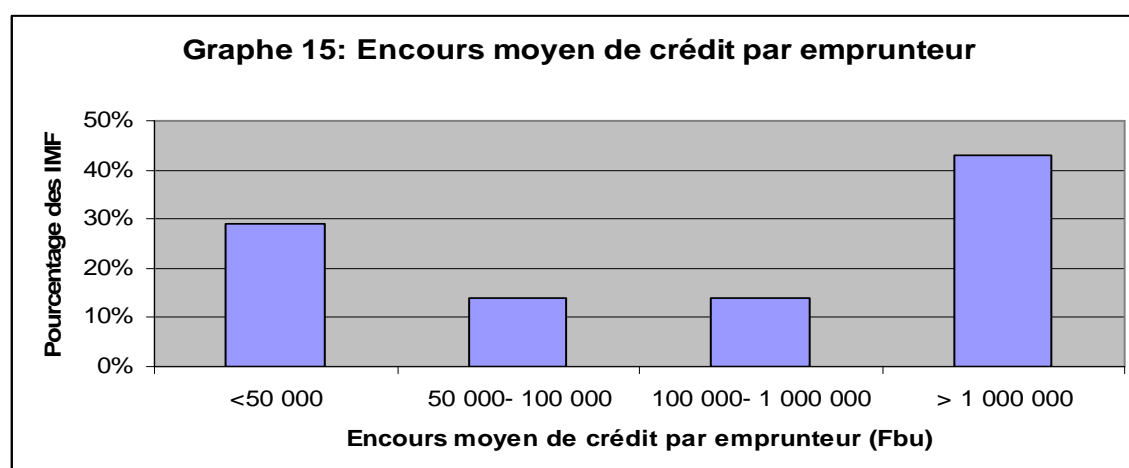
I-5. NIVEAU DE L'ACTIVITE DE LA MICROFINANCE

Les indicateurs utilisés pour apprécier le niveau d'activité des IMF et la taille des institutions sont : l'encours moyen de crédit par emprunteur, l'encours moyen de crédit, le total du bilan, montant moyen des crédits décaissés et l'encours de dépôt par déposant.

a. Encours moyen de crédit par emprunteur

C'est le montant moyen des engagements des membres ou bénéficiaires vis-à-vis de l'institution.

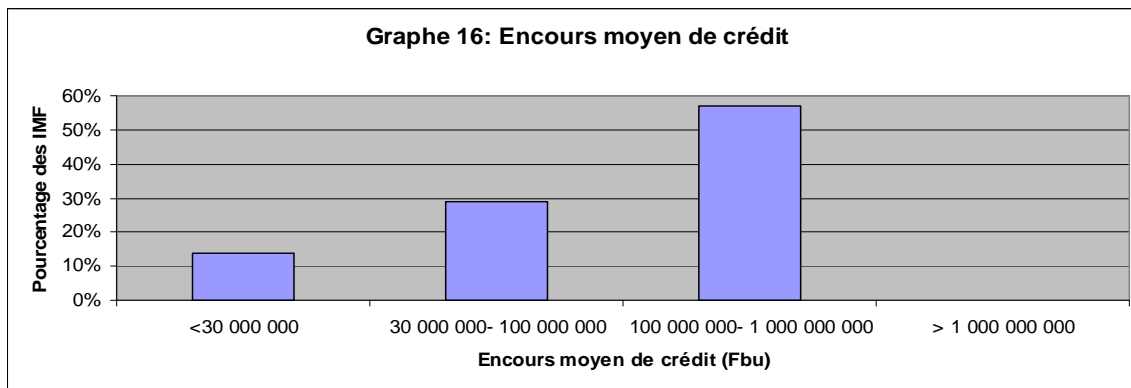
Il se situe à 582 348Fbu en 2004 alors qu'il était de 847371Fbu en 2003. Il varie entre 7 604Fbu et 1 568750Fbu.



b. Encours moyen des crédits

C'est le solde en capital des crédits qui se trouvent au niveau des emprunteurs mais qui ne sont pas encore remboursés. Cet indicateur donne une idée sur les tailles des institutions.

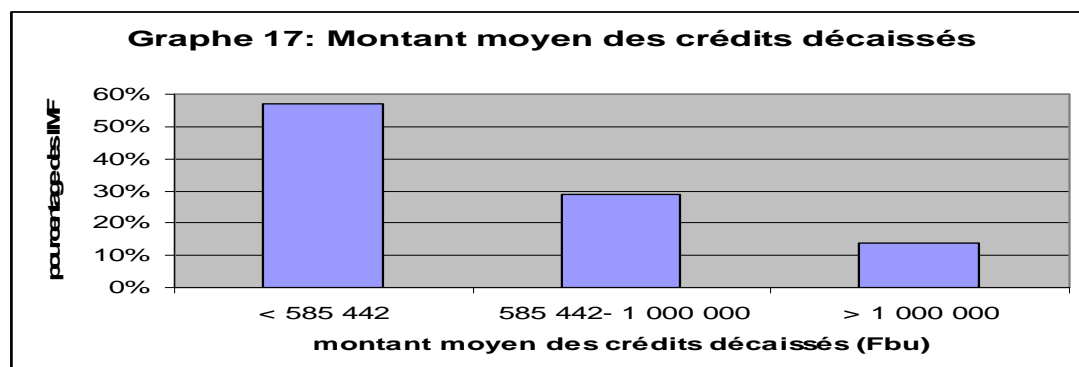
En 2004, ce ratio se situe à 358 154 048Fbu alors qu'il se situait à 398 235 024Fbu en 2003. Il varie entre 12 550 001 et 903 638 638 Fbu.



c. Montant moyen des crédits décaissés

Il indique le montant moyen des risques pris sur un membre ou bénéficiaire au cours de la période.

En 2004, il se situe à 585 442 Fbu alors qu'il était de 645 862 Fbu en 2003. Il varie entre 240 113 et 1 568 750 Fbu.



d. Montant moyen de l'épargne par épargnant

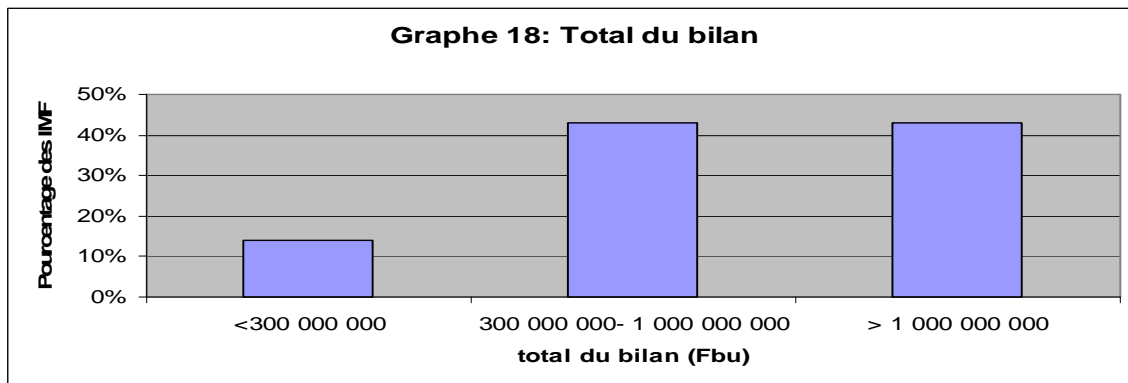
C'est le montant moyen des engagements de l'institution vis-à-vis de ses membres ou bénéficiaires.

Il se situe à 80 718 Fbu en 2004 alors qu'il était de 46 514 Fbu en 2003. Il oscille entre 23 535 et 277 780 Fbu. Au total, l'ensemble des IMF concernées ont un encours d'épargne de 9 244 276 318 Fbu.

e. Total du bilan

C'est le montant total de l'actif ou du passif du bilan. C'est le cumul des bilans. Il renseigne sur la surface financière des institutions.

Il est estimé en moyenne à 1 789 421 352 Fbu en 2004 alors qu'il était de 1 653 917 814 Fbu en 2003. Il est très variable d'une institution à une autre où il oscille entre 168 753 545 et 7 098 065 085 Fbu. Cette grande variabilité montre bien les disparités qui existent entre les membres du RIM (grandes, moyennes et petites institutions). Ce qui fait sa richesse et sa force.

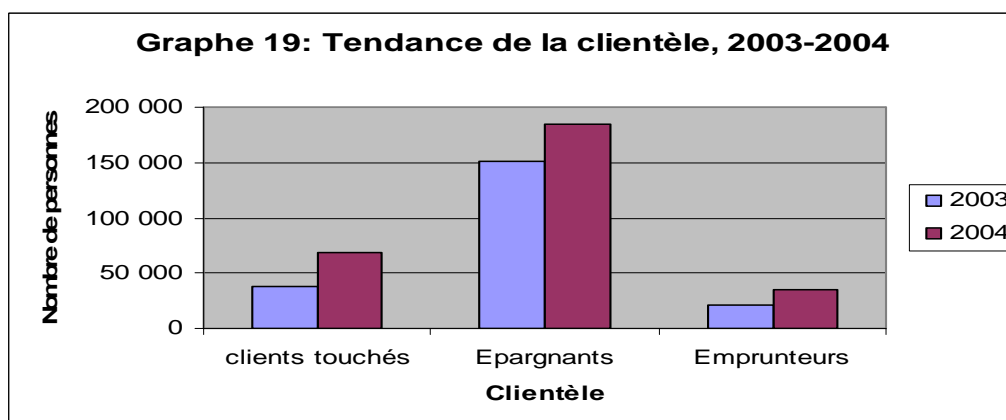


II. LES INDICATEURS NON FINANCIERS

II -1. LA CLIENTELE

L'ensemble des IMF concernées par cette étude touche un nombre non négligeable de 68 478 clients.

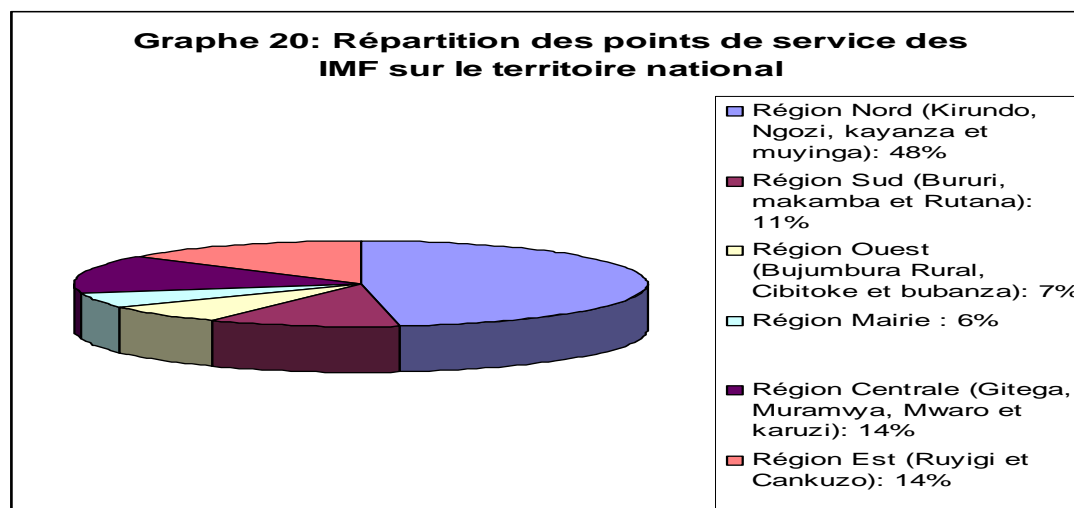
Le nombre d'emprunteurs et d'épargnants sont respectivement de 34 909 et 184 078.



Comme le montre bien ce graphe, il y a eu une évolution positive de 2003 à 2004 en ce qui concerne les clients touchés, le nombre d'épargnants et le nombre d'emprunteurs.

II - 2. POINTS DE SERVICE

Les sept IMF concernées par cette étude ont au total 138 points de service répartis, de façon inégale certes, sur tout le territoire national. Par rapport à 2003, seulement deux points de services se sont ajoutés en Mairie de Bujumbura.



II - 3. AUTRES INDICATEURS

Pour les sept IMF concernées par cette étude, 335 employés, 75 agents de crédit sont utilisés pour 34 909 prêts en cours.

III. RATIOS PRUDENTIELS

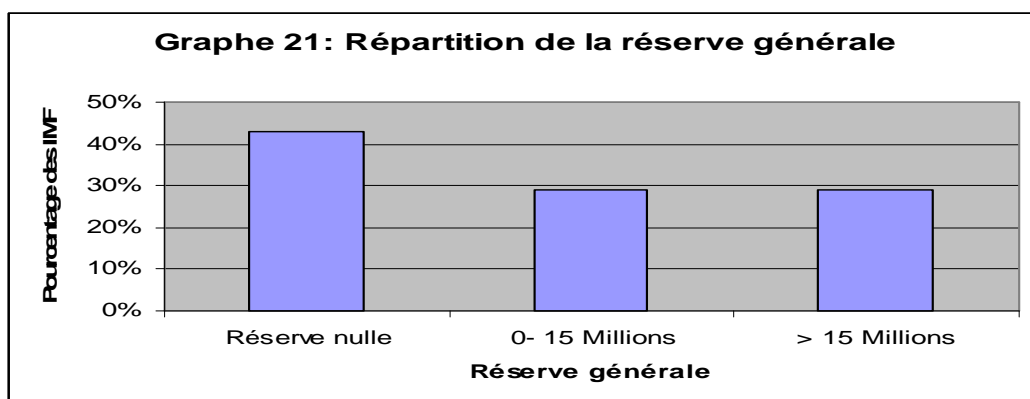
III - 1. ACTIVITES AUTRES QUE L'EPARGNE ET LE CREDIT

Les IMF concernées par cette étude ne se livrent pas à d'autres activités à part le crédit et l'épargne.

III - 2. RESERVE GENERALE

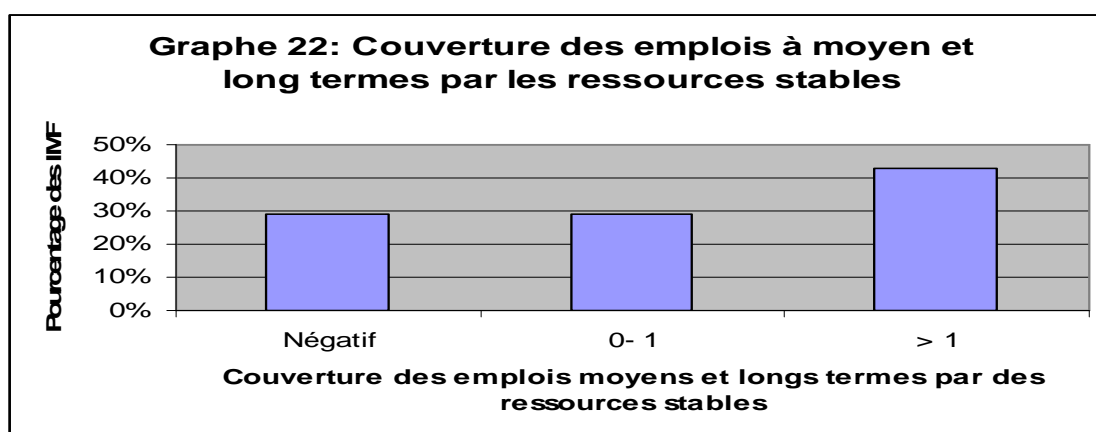
Tout établissement a l'obligation de constituer une réserve représentant 20% des excédents nets en fin d'exercice à affecter aux fonds propres sans limitation de durée et de montant.

Dans le cas de notre étude, seulement quatre (4) institutions soit 57% ont constitué la réserve générale totale qui s'élève à un montant cumulé de 62 871 499 Fbu. Les autres IMF (43%) n'arrivent pas à constituer des réserves pour consolider leurs fonds propres car elles ont des résultats déficitaires. La réserve générale moyenne est de 8 981 643 Fbu.



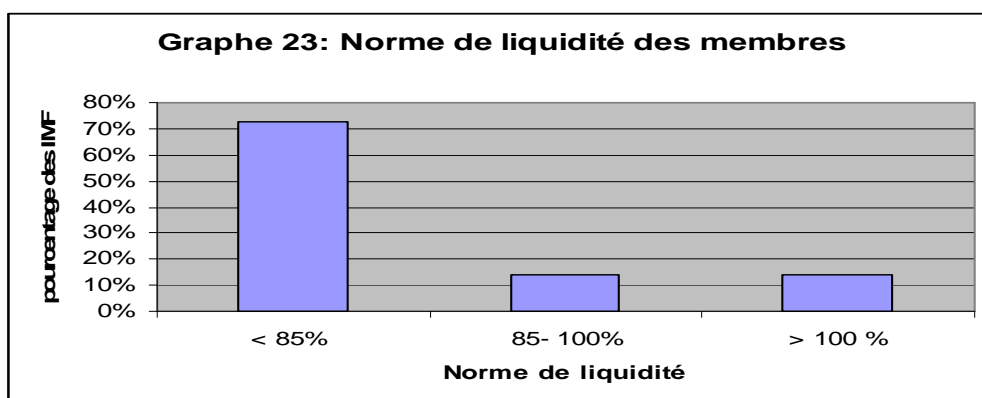
III -3. COUVERTURE DES EMPLOIS A MOYEN ET LONG TERME PAR DES RESSOURCES STABLES

Les établissements sont tenus de couvrir, à tout moment, leurs emplois à moyen et long terme par des ressources stables. Il est estimé à -2,14 en 2004 alors qu'il était de 0,27 en 2003. Les IMF doivent faire un effort pour améliorer ce ratio.



III -4 NORME DE LIQUIDITE

La norme de liquidité est estimée à 78% en 2004 alors qu'elle était de 77% en 2003. Les valeurs minimale et maximale sont respectivement de 37% et 213%.



CONCLUSION

Malgré la fragilité du secteur, la cherté des opérations et leur faible niveau de rentabilité combinés à une situation socio-économique préoccupante, Les IMF burundaises font preuve de beaucoup d'efforts pour offrir des services financiers aux populations.

Pour accroître leur portée, leur rentabilité et leur efficacité, les IMF burundaises doivent encore faire face à de nombreux défis : innovations technologiques, système d'information de gestion efficace, produits plus adaptés, renforcement des capacités. Les différents acteurs impliqués dans le secteur de la microfinance (Gouvernement, Banque Centrale, banques commerciales, investisseurs privés, partenaires au développement et organisations d'assistance technique et financière) doivent continuer à appuyer le secteur pour un véritable développement du secteur afin de lui permettre de jouer un rôle important dans la réduction de la pauvreté au Burundi.

REMERCIEMENTS

Nous remercions sincèrement toutes les IMF membres du RIM : Caisse Coopérative d'Épargne et de Crédit Mutuel (CECM), Coopérative d'Épargne et de Crédit (CODEC), Coopérative Solidarité avec les Paysans pour l'Épargne et le Crédit (COSPEC), Fonds de Développement Communal (FDC), Fédération Nationale des Coopecs du Burundi (FENACOBUR), Union pour la Coopération et le Développement (UCODE), Mutuelle d'Épargne et de Crédit (MUTEC), qui ont accepté de participer à cette initiative en fournissant les différentes informations. Nous espérons que l'ensemble du secteur de la microfinance va beaucoup apprendre de leurs expériences.

Nous remercions aussi tous les partenaires qui ne cessent d'appuyer les initiatives visant à améliorer la transparence financière en Afrique en général et au Burundi en particulier.

ANNEXE I :

ANNEXE II : FORMULE DE CALCUL DES DIFFERENTS INDICATEURS UTILISES

INDICATEURS	FORMULES	UTILITE
ACTIVITE		
Total du bilan	Montant total du passif	Renseigne sur la surface financière et donne une idée sur la taille de l'institution
Encours moyen de crédit	Moyenne de l'encours brut de crédit des deux dernières années	Donne une idée sur la taille de l'institution et du volume de ses activités
Montant moyen des crédits décaissés	Montant total des crédits décaissés au cours de la période/Nombre total des crédits décaissés au cours de la période	Indique le montant moyen des risques pris sur un membre au cours de la période
Encours moyen des crédits par emprunteur	Total des encours des crédits à la fin de la période / Nombre total d'emprunteurs à la fin de la période	Montant moyen des engagements des membres ou bénéficiaires vis-à-vis de l'institution
Montant moyen de l'épargne épargnant par	Montant total des dépôts à la fin de la période/Nombre d'épargnants à la fin de la période	Montant moyen des engagements de l'institution vis-à-vis de ses membres ou bénéficiaires
RENTABILITE		
Rentabilité des fonds propres	Résultat net d'exploitation hors subventions /Montant moyen des fonds propres pour l'exercice	Exprime pour le membre le rendement de l'institution
Rendement sur actif	Résultat net d'exploitation hors subventions/Montant moyen de l'actif pour la période	Renseigne sur la capacité de l'institution à utiliser son actif de façon rentable
Autosuffisance opérationnelle	Montant total des produits d'exploitation/ Montant total des charges d'exploitation	Traduit la capacité de l'institution à couvrir ses charges d'exploitation par ses produits de même nature
Marge bénéficiaire	Résultat net d'exploitation/Montant total des produits d'exploitation	Indique la proportion des produits qui s'est traduite en excédent d'exploitation
Coefficient d'exploitation	Frais généraux (FG)/Produits financiers nets (PFN)	Mesure la proportion des produits financiers nets qui est absorbée par les frais généraux
QUALITE DU PORTEFEUILLE		
Portefeuille classé à risque	Encours des prêts comportant au moins une échéance impayée de x jours/Montant brut du portefeuille de prêts NB : x= 30 ; 90 ; 180 jours.	Indique la proportion du portefeuille qui est affectée par des arriérés de x jours. Mesure le taux de dégradation de la qualité du portefeuille
Taux de provisions pour créances en souffrance	Montant brut des provisions constituées/ Montant brut des créances en souffrance	Mesure la proportion du portefeuille qui présente un risque de non remboursement
Taux de perte sur créances	Montant des crédits passés en perte durant la période /Montant brut moyen du portefeuille de crédits de la période	Représente la proportion de prêts accordés par l'institution qui ont été sortis du bilan en raison de la très faible probabilité de remboursement de ces crédits

PRODUCTIVITE		
Productivité des agents de crédit	Nombre d'emprunteurs actifs /Nombre d'agents de crédit	Traduit l'efficacité du personnel affecté à la gestion du crédit
Productivité du personnel	Nombre de clients actifs/Nombre d'employés	Fournit une indication de l'efficacité des employés
EFFICACITE		
Charges d'exploitation rapportées au portefeuille de crédits	Montant des charges d'exploitation de la période/Montant brut moyen du portefeuille de crédits de la période	Mesure le coût moyen de gestion pour un franc de crédits accordés
Ratio des frais généraux rapportés au portefeuille de crédits	Montant des frais généraux de la période/Montant brut moyen du portefeuille de crédits de la période	Représente le montant moyen des frais généraux par franc de crédits accordés
Ratio des charges de personnel	Montant des charges de personnel de la période/Montant brut moyen du portefeuille de crédits de la période	Correspond au montant moyen des charges de personnel par franc de crédits accordés
GESTION DU BILAN		
Taux de rendement des actifs	Montant des intérêts et des commissions perçus au cours de la période/Montant moyen des actifs productifs de la période	Mesure le rendement des actifs financiers
Ratio de liquidité de l'actif	Disponibilités et comptes courants bancaires + instruments financiers facilement négociables de la période /Actif total de la période	Mesure la proportion de l'actif liquide ou facilement transformable en liquidités
Taux de capitalisation	Montant total des fonds propres de la période/Montant total de l'actif de la période	Renseigne sur le degré d'adéquation des fonds propres aux risques

RATIOS PRUDENTIELS	
Ratios de limitation des opérations autres que les activités d'épargne et de crédit	Montant consacré par l'institution aux opérations autres que les activités d'épargne et de crédit/Total des risques
Réserve Générale	(Excédent de l'exercice + report à nouveau négatif) * 15/100
Limitation des risques portés par une institution	Risques portés par une institution/dépôts des membres
Couverture des emplois moyens et longs par des ressources stables	Emplois moyens et longs/ressources longues
Limitations des prêts aux dirigeants	Encours total des prêts aux dirigeants/Dépôts de l'institution
Limitation des risques pris sur un seul membre	Montant du risque le plus important pris sur un seul membre/Dépôts de l'institution
Norme de liquidité	Valeurs disponibles, réalisables et mobilisables/ Passif exigible